

TRIBUNE

Collectif

« L’histoire nous lance un défi : mener à bien une troisième refondation de l’Europe »

L’Union européenne doit avancer vers l’union politique. Un impératif qui concerne au premier chef la gauche, soulignent, dans une tribune au « Monde », l’historien Alain Bergounioux, les anciens élus socialistes Jean-Christophe Cambadélis et Michel Destot, et Laurent Joffrin, ancien directeur de « Libération ».

Publié le 06 octobre 2022 à 05h30 | 🕒 Lecture 4 min.

🔒 Article réservé aux abonnés

Beaucoup d’Européens le présentent : la guerre en Ukraine ouvre un nouveau chapitre dans l’histoire de l’Union. La guerre entre Etats fait son désastreux retour sur le continent, quand nous pensions qu’elle était devenue impossible. Elle concerne des puissances dotées de l’arme nucléaire, ce qui lui donne un écho mondial. Elle s’ajoute aux autres grands défis internationaux, au premier rang desquels le dérèglement climatique.

Au fil des crises récentes, l’Union européenne a démontré sa résilience : elle a gardé sa cohésion face au Brexit, elle a résisté à la pandémie de Covid-19, elle a mis en œuvre un plan de relance commun pour prévenir la récession, elle a mutualisé une partie de sa dette pour éviter la crise financière, elle a opposé un front uni à l’agression russe en Ukraine. Ces réactions spontanées montrent, si besoin en était, que c’est en restant unie et solidaire qu’elle pourra affronter les défis à venir.

La victoire récente de coalitions nationalistes et xénophobes, en Suède et en Italie, aussi inquiétantes qu’elles puissent être, ne change pas, ou pas encore, cette donne essentielle : les partis vainqueurs ont mis en veilleuse leur rhétorique anti-européenne et ne prévoient pas de quitter l’Union, ni même l’euro, pour la bonne raison que leur économie perdrait trop à cette rupture. Si bien que l’impératif commun aux peuples européens demeure : avancer hardiment dans la voie d’une union politique.

Elargissement vers l’est

Cet impératif concerne au premier chef la gauche européenne. L’unité politique du continent est au cœur de son identité. Le socialisme, depuis l’origine, est un internationalisme. Certes, un débat traverse depuis longtemps, et traverse toujours, les partis socialistes, sociaux-démocrates ou travaillistes : faut-il accepter une Europe qui ne serait pas socialiste ? Mais l’expérience montre que ce sont les compromis successifs qui ont fait progresser l’Union dans un sens social et écologique : pour se détacher de la prégnance du néolibéralisme, nous avons besoin de plus de coopération politique et non de moins. C’est ce qui fait la ligne de partage entre une gauche qui cultive le souverainisme national et une autre qui veut une souveraineté européenne.

Pour cette raison, il faut à tout prix saisir la perche tendue par le chancelier Olaf Scholz. Ses propositions (formulées le 29 août, lors d’un discours à Prague) en faveur d’un élargissement de l’Union vers l’est et d’un renforcement de la « souveraineté européenne » marquent un tournant dans la politique allemande. Elles répondent, avec cinq ans de retard, à celles que le président français avait avancées en 2017. Elles n’auraient peut-être pas été formulées si la situation de l’Allemagne, avec celle de l’Europe tout entière, n’avait pas changé du tout au tout. Il faut savoir se saisir des conjonctures exceptionnelles pour avancer.

Passer au vote à la majorité

Rappelons que, à deux reprises, les gouvernements français n’avaient pas donné suite aux propositions allemandes. En 1994, deux dirigeants importants de la CDU, le parti chrétien-démocrate, Wolfgang Schäuble et Karl Lamers, proposaient à la France de bâtir un « noyau » de pays membres décidés à aller plus loin dans la coopération et dans l’intégration. En 2000, Joschka Fischer, alors ministre des affaires étrangères, avait dessiné l’avenir d’une Europe plus fédérale. Faute de réponse, ces propositions étaient restées lettre morte. Nous ne pouvons pas nous permettre de manquer le coche une nouvelle fois. Bien sûr, les propositions avancées par le chancelier social-démocrate ne sont pas à prendre ou à laisser. Comme il l’a lui-même indiqué, elles demandent discussion. Ce qui n’enlève rien à leur importance.

**Lire aussi :** 📺 [A Prague, Olaf Scholz formule sa vision d’une « Europe géopolitique »](#)

L’élargissement de l’Union à l’ensemble des pays de l’est de l’Europe peut inquiéter s’il n’est pas accompagné d’un approfondissement institutionnel, ce que nous n’avions pas obtenu hier. C’est justement ce que veut corriger Olaf Scholz en suggérant de modifier les traités, pour passer du vote à l’unanimité au vote à la majorité, notamment en matière de politique étrangère et de politique fiscale. Il faut, d’ores et déjà, mener ce débat. Comme nous, le chancelier sait bien qu’un certain nombre de pays n’accepteront pas l’abandon de leur droit de veto. Mais la proposition ayant été faite à tous, la possibilité s’ouvre aux pays qui le veulent de mettre en œuvre les « coopérations renforcées » permises par les traités actuels, à la condition qu’elles s’ouvrent à tous les pays qui le souhaitent. Ce sont là les moyens de progresser vers une « Europe puissance » et vers une « Europe sociale ».

Newsletter

« LA REVUE DU MONDE »

Chaque vendredi, les dix articles de la semaine qu’il ne fallait pas manquer.

S’inscrire ➔

Répondre par l’unité

Rappelons que la concurrence fiscale est le frein majeur qui limite les avancées sociales. Aussi bien, la volonté de construire une Europe de la défense, souvent exprimée en France, est mal comprise dans les autres Etats européens. Mais la guerre actuelle rend le débat sur l’appartenance à l’OTAN dépassé : le neutralisme n’est pas une politique sérieuse dans le monde tel qui vient. Nous devons conjuguer l’appartenance à l’Alliance atlantique et l’harmonisation des structures de défense des différents pays membres.

**Lire aussi :** 📺 [Première réunion de la Communauté politique européenne, nouvelle plate-forme d’échange et de coopération](#)

Le texte du chancelier contient des propositions que l’actualité ne doit pas laisser sans réponse. Il y a là un état d’esprit qui doit permettre de dépasser les anciens conflits en se donnant des buts communs pour mener des politiques qui décideront de notre avenir. L’histoire nous lance un défi : mener à bien une troisième refondation de l’Europe, après la première qui a eu lieu à la fin de la seconde guerre mondiale et la seconde, à la fin de la guerre froide.

A chaque fois, les Européens ont répondu par l’unité à des bouleversements géopolitiques ; il en va de même aujourd’hui. Les femmes et les hommes de gauche, européens convaincus, doivent être les acteurs de l’histoire en cours, en faisant leurs deux questions par lesquelles Olaf Scholz a terminé son discours de Prague : « *Quand, si ce n’est maintenant ? Qui, si ce n’est nous ?* »

👤 **Alain Bergounioux** est membre du conseil d’administration de la Fondation Jean Jaurès ; **Jean-Christophe Cambadélis** est fondateur de Nouvelle Société, ancien premier secrétaire du Parti socialiste (2014-2017) ; **Michel Destot** est ancien maire (PS) de Grenoble (1995-2014) ; **Laurent Joffrin** est fondateur et président de Les Engagés.e.s, ancien directeur de « Libération ».

Collectif

Contribuer

Nos lecteurs ont lu ensuite

📰 **Comment la vague #metoo a percuté le monde politique**

La manière dont les partis traitent les affaires révélées au sein du monde politique est de plus en plus remise en question, cinq ans après l’avènement du mouvement de libération de la parole des femmes.



📰 **Impôts, protectionnisme... Les politiques économiques des populistes en Europe à l’épreuve de la réalité**

Derrière des discours parfois proches sur le souverainisme et la défense des intérêts nationaux, les partis populistes et nationaux-conservateurs proposent des politiques économiques de nature très différente. Et pas toujours cohérentes.



📰 **Achille Mbembe, philosophe : « Le recul de la démocratie en Afrique est aussi le résultat d’une formidable atonie intellectuelle »**

TRIBUNE. Le philosophe camerounais appelle, dans une tribune au « Monde », à développer des « formes originales de dialogues », comme avec la Fondation de l’innovation pour la démocratie, qui commence ses activités le 6 octobre à Johannesburg.



📰 **« La Communauté politique européenne n’a rien d’un écran de fumée, c’est une affaire de haute politique »**

TRIBUNE. Le rendez-vous du 6 octobre à Prague pour fonder une « Communauté politique européenne » permettrait de montrer à Moscou, au reste du monde et à nous-mêmes que nous sommes unis en tant qu’Européens, estime, dans une tribune au « Monde », Luuk van Middelaar, historien et philosophe politique.



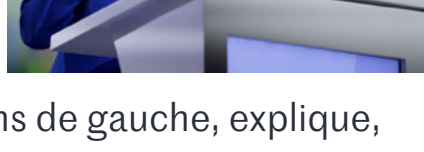
**L’avocate de l’ex-compagne de Julien Bayou dénonce une instrumentalisation « à des fins politiques »**

Elodie Tualion-Hibon estime que le député écologiste, démissionnaire de la direction d’EELV, se « répare dans les médias pour former une pression médiatique », après un entretien au « Monde » et une intervention télévisée.



📰 **Clémentine Autain : « Le gouvernement doit être retiré dans sa folle démolition de nos droits à la retraite »**

TRIBUNE. Afin de stopper la « contre-réforme » du régime des retraites, il faut « aggraver les forces pour gagner cette bataille », notamment à l’occasion de la « marche » prévue le 16 octobre à Paris par plusieurs organisations de gauche, explique, dans une tribune au « Monde », la députée (LFI) de Seine-Saint-Denis.



📰 **« Pour Emmanuel Macron, la “désobéissance” aux chartes européennes semble acceptable quand il s’agit du droit du travail »**

TRIBUNE. La décision du Comité européen des droits sociaux d’épingler les « barèmes Macron », qui plafonnaient aux prud’hommes l’indemnité de licenciement abusif, contraignant le président français à choisir entre sa « flexisécurité à la française » et son respect des valeurs européennes, estime, dans une tribune au « Monde », la députée Sophie Taillé-Polian.



📰 **Crack : l’évacuation du campement de Forceval ne s’est pas faite sans heurts**

L’opération décidée par le ministre de l’intérieur, Gérald Darmanin, suscite la perplexité chez les habitants du quartier et les critiques de l’Hôtel de Ville.



📰 **Première réunion de la Communauté politique européenne, nouvelle plate-forme d’échange et de coopération**

Les dirigeants de l’UE et de dix-sept pays du Vieux Continent se réunissent, jeudi 6 octobre à Prague, sans la Russie, pour parler de sécurité et de prospérité.



📰 **Sandrine Rousseau, députée de la Seine-Saint-Denis : « L’écologie n’est pas une religion »**

D’ancienne apparatchik d’EELV, la députée de Paris est devenue militante écoféministe. L’affaire Baupin, ce leader du parti écologiste qu’elle a accusé, en 2016, d’agression sexuelle est passée par là. Le besoin de construire un nouveau personnage politique aussi.



📰 **Au RN, Louis Aliot candidat à la tête du parti mais « pas assez bête pour penser que ce sera lui »**

Après trente ans dans les arcanes du Front national, le maire de Perpignan s’essaye, à la surprise générale, à la conquête du pouvoir, en étant candidat à la présidence du RN. Lâché par les cadres, il compte sur son image de soldat fidèle et sur le soutien des élus d’Henri-Beaumont.



📰 **Hollande et Sarkozy, pas de deux sur les institutions**

Les deux anciens présidents de la République ont participé mercredi à un colloque intitulé « Faut-il réformer nos institutions politiques ? » à l’Institut de France.



📰 **Photographie : « The Anonymous Project », la mémoire en diapos**

Depuis 2017, le Britannique Lee Shulman collectionne des diapositives prises par des inconnus du monde entier et les met en scène dans des expositions. Baptisé « The Anonymous Project », ce travail questionne la distinction entre les photographies d’amateurs et de professionnels.



📰 **Crise énergétique : les Européens au bord de la panique**

Réunis à Prague, les Vingt-Sept sont apparus désarmés et de plus en plus inquiets face à la hausse des prix du gaz et de l’électricité.



📰 **Paroles de jurés d’assises, ces citoyens ordinaires tirés au sort pour rendre justice : « C’est une responsabilité très lourde »**

Tirés au sort sur les listes électorales pour participer à la constitution des jurys d’assises, ces citoyens ordinaires sont, pour la plupart d’entre eux, confrontés pour la première fois à l’institution judiciaire. La rencontre se révèle souvent vertigineuse.



📰 **Parti socialiste : A trois mois du congrès, les « anti-Faure » s’organisent**

Quelque 150 élus PS ont signé une tribune dans le « JDD » pour inviter à « repenser » la gauche. Une démonstration de force, soutenue par la maire de Paris, Anne Hidalgo, et la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, contre le premier secrétaire, mis en cause pour son accord avec LFI au sein de la Nupes.



Services

SERVICES LE MONDE

- Les ateliers du Monde
- Mémorable : travailler sa mémoire
- Mots croisés / Sudokus
- Résultats élections
- Education
- Gastronomie

GUIDES D'ACHAT LE MONDE

- Appareil Photo instantané
- Meilleur Aspirateur Robot
- Meilleur antiviol vélo

CODES PROMO

- Codes promo
- Black Friday
- Soldes

LE MONDE À L'INTERNATIONAL

- Le Monde en English
- Algérie
- Belgique
- Canada
- Côte d'Ivoire
- Mali
- Maroc
- Sénégal
- Suisse
- Tunisie

SERVICES PARTENAIRES

- Découvrir le jardinage
- Dictionnaire de citations
- Hits du moment
- Formation professionnelle

SITES DU GROUPE

- Le Monde Evénements
- Courrier International
- Télérama
- La Vie
- Le HuffPost
- L'Obs
- Le Monde diplomatique
- La société des lecteurs du Monde
- Talents
- Source Sûre
- Le Club de l'économie
- M Publicité
- Avis de décès dans Le Monde

NEWSLETTERS DU MONDE

- 📧 Recevoir les newsletters du Monde

APPLICATIONS MOBILES

- 📱 Sur iPhone | Sur Android

ABONNEMENT

- 📁 Archives du Monde
- 📰 S'abonner
- 🔗 Se connecter
- 📖 Consulter le Journal du jour
- 📧 Evénements abonnés
- 🏆 Jeux-concours abonnés
- 📧 Contacter Le Monde